Initiatives ministérielles

Le président suppléant (M. DeBlois): Le Président a pris en considération l'amendement présenté par le député d'Essex—Windsor, et je m'attends à ce qu'il rende sa décision après la période des questions.

Mme Marlene Catterall (Ottawa—Ouest): Monsieur le Président, il est question aujourd'hui de l'exposé économique du gouvernement dont le premier ministre a dit qu'il maintenait le cap. Eh bien, voyons donc de quoi il retourne.

Il s'agit d'une orientation qui a amené le plus haut taux de chômage de l'histoire du pays et qui fait que bien des Canadiens se demandent comment ils vont mettre du pain sur la table, payer le loyer ou l'hypothèque et envoyer leurs enfants à l'école. Il s'agit d'une orientation qui a amené un nombre record de faillites, tant chez les particuliers que les sociétés. Il s'agit d'une orientation qui a porté la pauvreté à un niveau record. Il y a près de quatre millions de Canadiens, dont un million d'enfants, qui vivent dans la pauvreté. Il y a maintenant plus de banques alimentaires que de restaurants McDonald, et le tiers de la clientèle de ces banques est composé d'enfants.

On maintient cette orientation parce qu'elle est censée réduire le déficit. Cela fait neuf ans maintenant qu'on nous chante la même rengaine. Or, au lieu de le réduire, elle l'a augmenté. En effet, le déficit a doublé. Mais ce déficit est-il dû à une augmentation des services, à la création de programmes visant à remédier aux problèmes économiques du pays? Non. En fait, c'est le contraire: les dépenses de programmes et de services ont considérablement diminué, et le déficit accru va servir à payer la dette.

Nous allons réduire la dette. Le cap sur la réduction de la dette est maintenu; c'est ce qu'on nous dit dans tous les exposés budgétaires depuis 1984.

De combien la dette a-t-elle été réduite? Elle a augmenté de 200 p. 100, pas diminué. Évidemment, chacun des budgets qui ont été présentés depuis 1984 promettait des emplois. Au lieu de cela, on assiste à un exode des emplois. C'est par dizaines de milliers que disparaissent les centaines de milliers d'emplois qui ont été perdus au total depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs.

Les seules personnes au Canada qui ne voient pas qu'on est en train de détruire le pays, que des Canadiens en sont réduits à la misère noire et que nos chances de connaître le genre d'avenir que le Canada et les Cana-

diens méritent sont de plus en plus ténues, les seules personnes qui ne se rendent pas compte que c'est là où mène la voie sur laquelle ils nous ont engagés sont le premier ministre, le ministre des Finances, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration ainsi que leurs collègues qui occupent les banquettes ministérielles.

Si l'on nous propose un tel budget, c'est parce que le gouvernement sent sa popularité couler à pic au profit du Parti réformiste et qu'il est prêt à tout pour reprendre à ce parti quelques-uns des votes qu'il lui a pris, des votes pour un parti qui prétend que tout baigne dans l'huile et qu'il a la solution. Les riches continuent de s'enrichir aux frais d'un nombre croissant de pauvres.

Un bon gouvernement et une bonne société ne prônent pas une forme de compétitivité modelée sur la loi de la jungle, tant et si bien que seuls les plus forts et les plus féroces, les plus riches et les plus puissants survivront. Ce n'est pas ainsi qu'on fait les choses au Canada.

Le seul élément positif qui ressort de l'énoncé économique, à mon avis, est la modeste aide financière qu'on prête à la petite entreprise. Le programme actuel de prêts aux petites entreprises n'apporte pas aux entreprises canadiennes l'aide dont elles ont besoin. Nous savons à quel rythme ces entreprises ferment leurs portes. Nous savons aussi à quel rythme disparaissent les emplois que ces entreprises fournissent en plus grand nombre que n'importe quel autre secteur de notre économie.

Cependant, fidèle à l'attitude qu'il adopte depuis des années, le gouvernement se sert aussi de ce budget pour délibérément étouffer les voix qui dénoncent la pauvreté engendrée par ses actions. Il fait des compressions dans le financement des organisations pour les femmes, pour les autochtones et pour les chômeurs. Mais si le gouvernement croit qu'il se fera réélire plus facilement en bâillonnant ceux qui le dénoncent, il se trompe royalement. Leurs voix seront entendues malgré tout. Les opprimés n'attendent plus que l'occasion d'élire un nouveau gouvernement, le moment venu.

Ce budget présente des mesures hypocrites et contradictoires. Il attribue à la situation mondiale la pauvreté qui afflige actuellement le Canada. C'est trop facile, vraiment. En blâmant le reste du monde, on n'a pas besoin de régler le problème, n'est-ce pas? Il suffit de rejeter la faute sur quelqu'un d'autre, puis de faire l'autruche en attendant que quelqu'un trouve la solution.